



# BAROMÈTRE HORIZONS 2018

## Vos contacts CSA :

Quentin LLEWELLYN, Directeur de Clientèle – Pôle SOCIETY

[quentin.llewellyn@csa.eu](mailto:quentin.llewellyn@csa.eu)

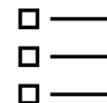
Pauline GOUVERNEUR, Chargée d'études – Pôle SOCIETY

[pauline.gouverneur@csa.eu](mailto:pauline.gouverneur@csa.eu)



Juillet 2018 / Étude n°1800332

# SOMMAIRE



## MÉTHODOLOGIE *du dispositif de l'enquête*

p.3



## RÉSULTATS DÉTAILLÉS *de l'enquête*

p.6

1. *La gestion de la masse salariale* p.6
2. *Le nouveau régime indemnitaire et la question de la manière de servir* p.11
3. *Les perspectives de recrutement et de remplacement* p.17
4. *La politique de formation* p.26
5. *La santé / sécurité au travail et la protection sociale* p.32
6. *Les questions d'actualité* p.36
7. *Autres sujets* p.46



# MÉTHODOLOGIE



## MODE DE RECUEIL

## DATES DE TERRAIN

Interrogation des collectivités territoriales  
**PAR TÉLÉPHONE**

MAI 2018

31



JUIN 2018

22

## CIBLE INTERROGÉE



**806 collectivités territoriales** : communes, EPCI, Départements et Régions

Les personnes interrogées étaient, par ordre de priorité :

1. Le DGS ou le DRH (Régions, départements, EPCI et les communes de 20 000 habitants et plus)
2. Le DGS, le DRH, le Maire, le 1<sup>er</sup> adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de 3 500 à 20 000 habitants)
3. Le maire, le 1<sup>er</sup> adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de moins de 3 500 habitants)

# VARIABLES STRUCTURANT L'ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF



## Précision sur l'échantillonnage

L'échantillon a été raisonné afin de ne pas interroger que des petites communes, et d'interroger suffisamment de collectivités franciliennes. Les communes et EPCI ont ensuite été ramenées à leur poids réel au moment de l'édition des résultats, comme attesté ci-dessous.

### TYPES DE COLLECTIVITÉS

	BRUT (nb interviews)	REDRESSÉ (nb interviews)
Régions	9	10
Départements	30	31
Communes	598	597
Communautés de communes	145	141
Métropole	1	1
Communauté urbaine	1	1
Communautés d'agglomération	22	24

### RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS AU SEIN DES EPCI

	BRUT (en %)	REDRESSÉ (en %)
Communautés d'Agglomération	13%	12%
Communautés de Communes	87%	88%

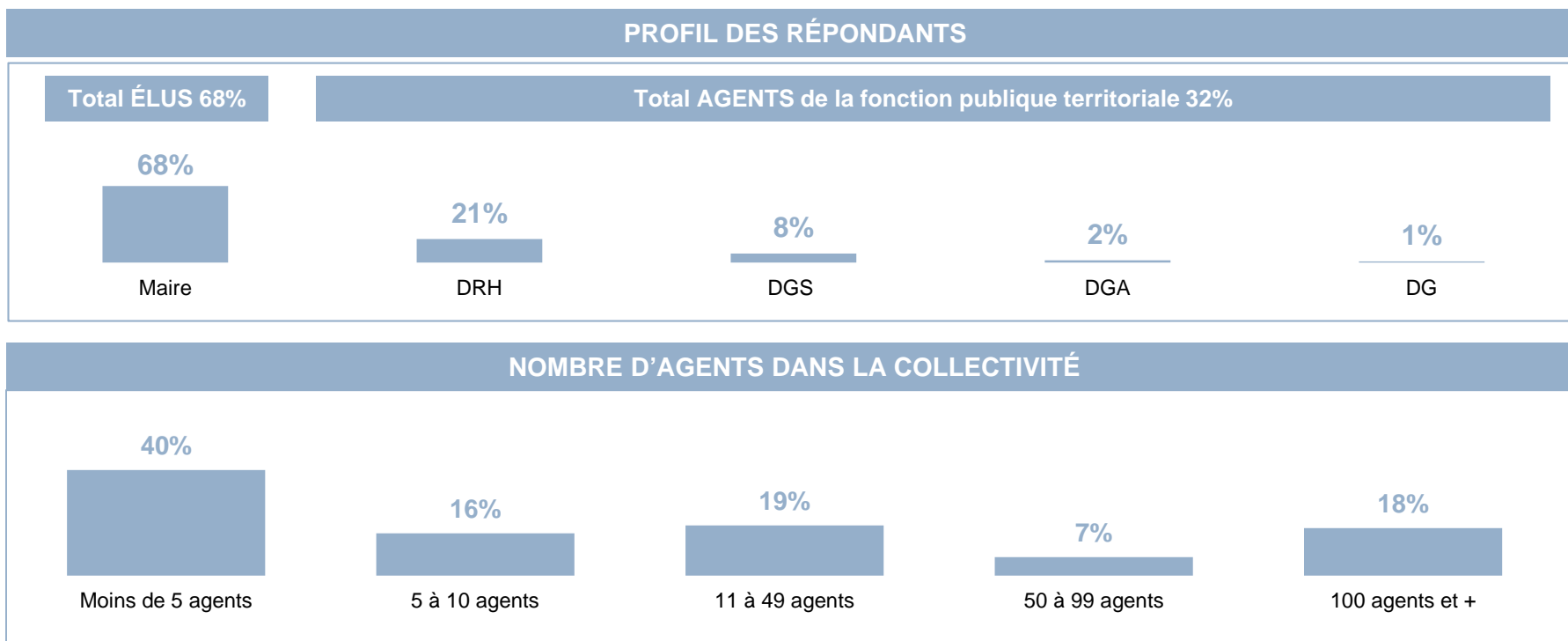
### COMMUNES PAR TAILLE

	BRUT (en %)	REDRESSÉ (en %)
Moins de 3 500 habitants	46%	92%
De 3 500 à 20 000 habitants	38%	7%
20 000 habitants et plus	16%	1%

### COMMUNES PAR RÉGION

	BRUT (en %)	REDRESSÉ (en %)
Région Parisienne	10%	4%
Nord-Est	32%	35%
Nord-Ouest	24%	25%
Sud-Est	19%	19%
Sud-Ouest	13%	16%
DOM	2%	1%

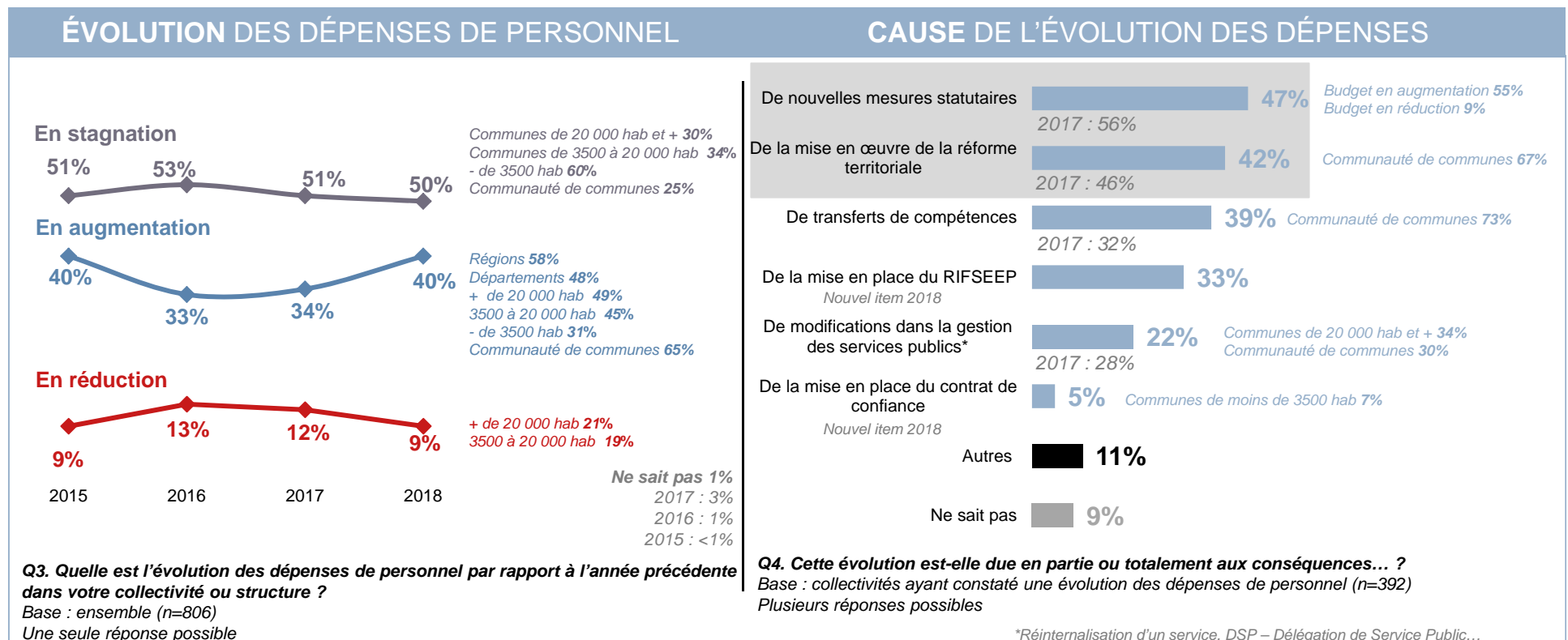
# PROFIL DES RÉPONDANTS



1

*LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE*

# DES DÉPENSES DE PERSONNEL QUI CONTINUENT DE STAGNER POUR UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX

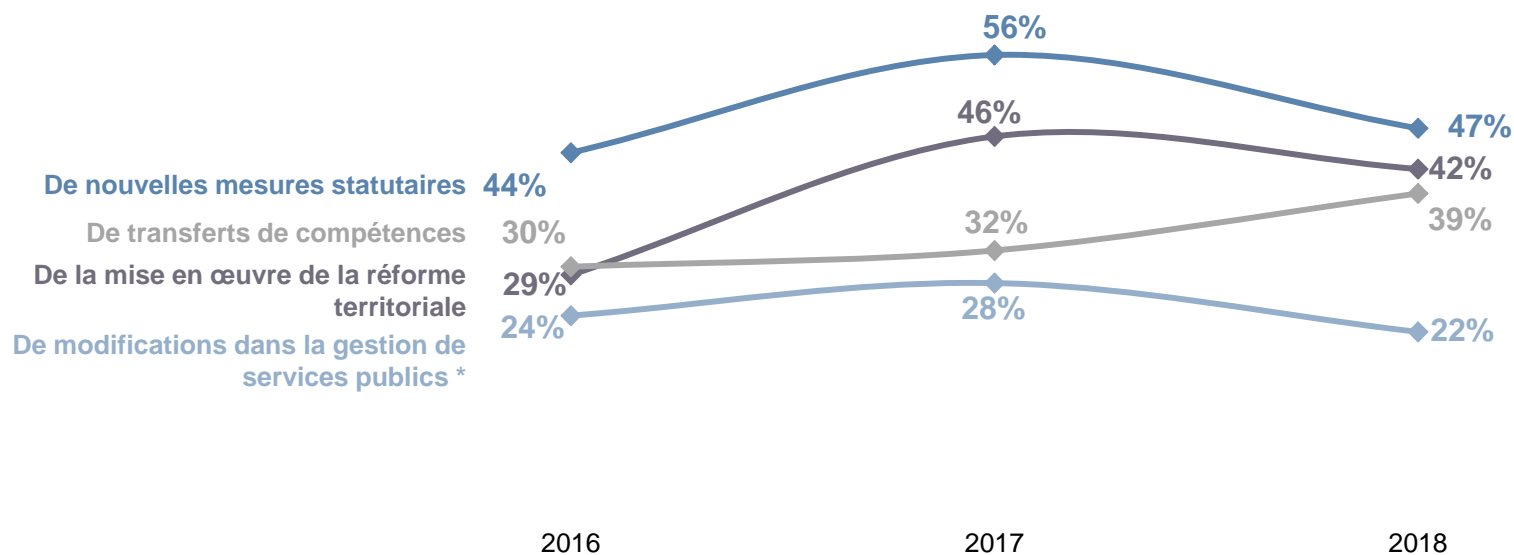


## CAUSE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES : L'IMPACT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCE EST DE PLUS EN PLUS IMPORTANT

**Q4. Cette évolution est-elle due en partie ou totalement aux conséquences... ?**

Base : collectivités ayant constaté une évolution des dépenses de personnel (n=392)

Plusieurs réponses possibles



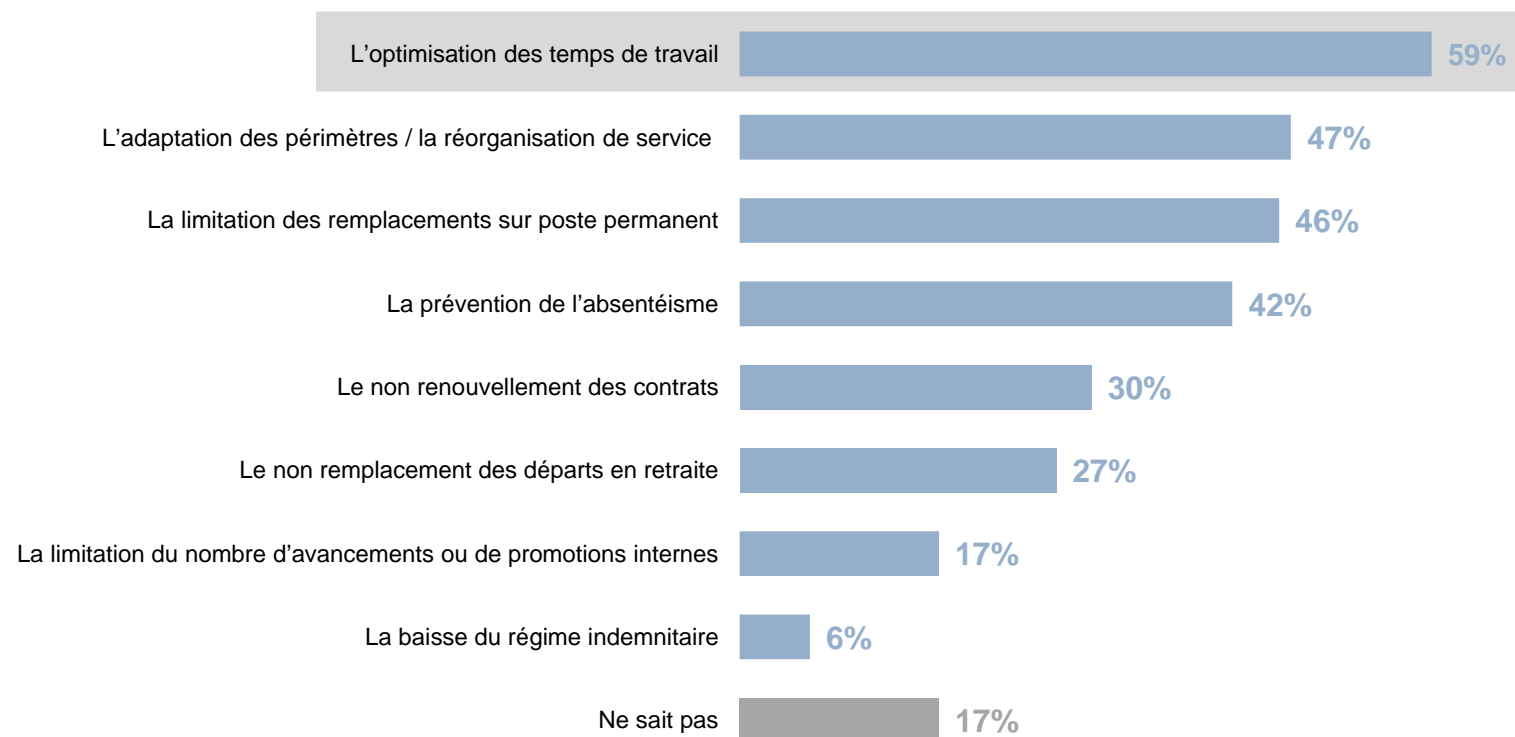
\*Réinternalisation d'un service, DSP – Délégation de Service Public...



## L'OPTIMISATION DES TEMPS DE TRAVAIL CONSTITUE LE PREMIER LEVIER ACTIVÉ PAR LES COLLECTIVITÉS POUR MAÎTRISER LA MASSE SALARIALE

Q54. Dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale, quels leviers activez-vous ?

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles



## ... ET MÊME LE SEUL LEVIER UTILISÉ MAJORITAIREMENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 3500 HABITANTS

Q54. Dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale, quels leviers activez-vous ?

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles

	Ensemble	Statut de la collectivité						
		Conseil Régional	Conseil Départemental	Commune de moins de 3500 hab	Commune de 3500 à 20 000 hab	Commune de 20 000 hab et plus	Communauté de communes	Communauté d'agglomération
L'optimisation des temps de travail	59%	90%	47%	54%	78%	58%	72%	60%
L'adaptation des périmètres / la réorganisation de service	47%	90%	93%	31%	82%	90%	76%	89%
La limitation des remplacements sur poste permanent	46%	67%	90%	34%	79%	84%	62%	73%
La prévention de l'absentéisme	42%	100%	75%	31%	70%	79%	59%	55%
Le non renouvellement des contrats	30%	70%	38%	22%	57%	60%	44%	44%
Le non remplacement des départs en retraite	27%	50%	71%	17%	63%	88%	36%	52%
La limitation du nombre d'avancements ou de promotions internes	17%	30%	20%	12%	29%	29%	29%	14%
La baisse du régime indemnitaire	6%	-	-	7%	7%	6%	6%	16%
Autres (précisez)	-	10%	3%	-	1%	-	1%	-
Ne sait pas	17%	-	-	24%	-	1%	2%	11%

Écart positif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

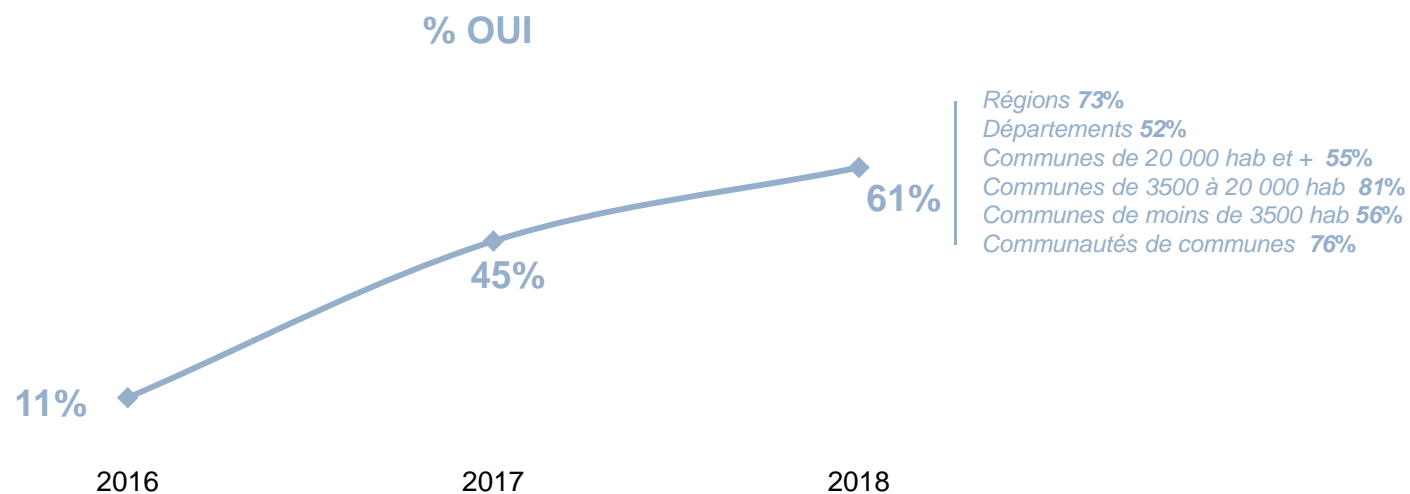
Écart négatif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

2

*LE NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE  
ET LA QUESTION DE LA MANIÈRE DE SERVIR*

## LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE A DÉSORMAIS FAIT L'OBJET D'UNE DÉLIBÉRATION POUR PLUS DE 6 COLLECTIVITÉS SUR 10

**Q5. La mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) a-t-il déjà fait l'objet d'une délibération ?**  
Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible

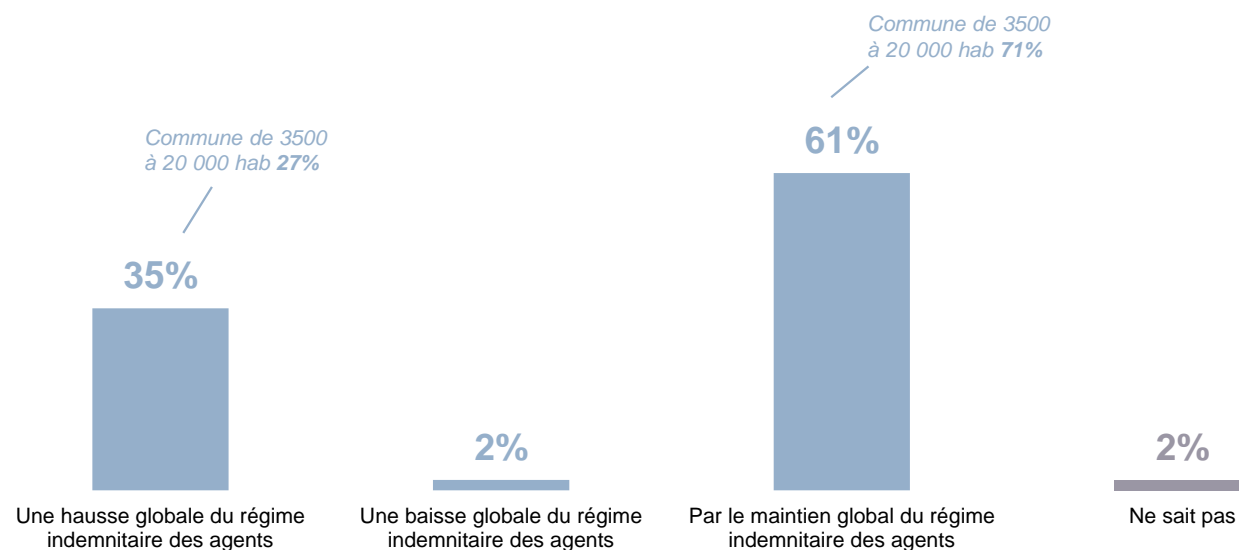


## LA MISE EN PLACE SE TRADUIT PAR LE MAINTIEN GLOBAL DU RI DES AGENTS POUR 61% D'ENTRE EUX ET PAR UNE AUGMENTATION DU RI POUR 35%

Q55. La mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) se traduit-elle par... ?

Base : aux collectivités pour qui la mise en place du nouveau régime fait l'objet d'une délibération (n=492)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



## LE MAINTIEN GLOBAL DU RÉGIME INDEMNITAIRE CONCERNE PLUS PARTICULIÈREMENT LES COMMUNES DE 3 500 À 20 000 HABITANTS

**Q55. La mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) se traduit-elle par... ?**

Base : aux collectivités pour qui la mise en place du nouveau régime fait l'objet d'une délibération (n=492)

**Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible

	Ensemble	Statut de la collectivité						
		Conseil Régional	Conseil Départemental	Commune de moins de 3500 hab	Commune de 3500 à 20 000 hab	Commune de 20 000 hab et plus	Communauté de communes	Communauté d'agglomération
une hausse globale du régime indemnitaire des agents	35%	42%	32%	34%	27%	41%	42%	42%
une baisse globale du régime indemnitaire des agents	2%	-	-	2%	1%	1%	1%	-
Par le maintien global du régime indemnitaire des agents	61%	46%	62%	62%	71%	54%	57%	58%
Ne sait pas	2%	13%	6%	3%	2%	4%	-	-

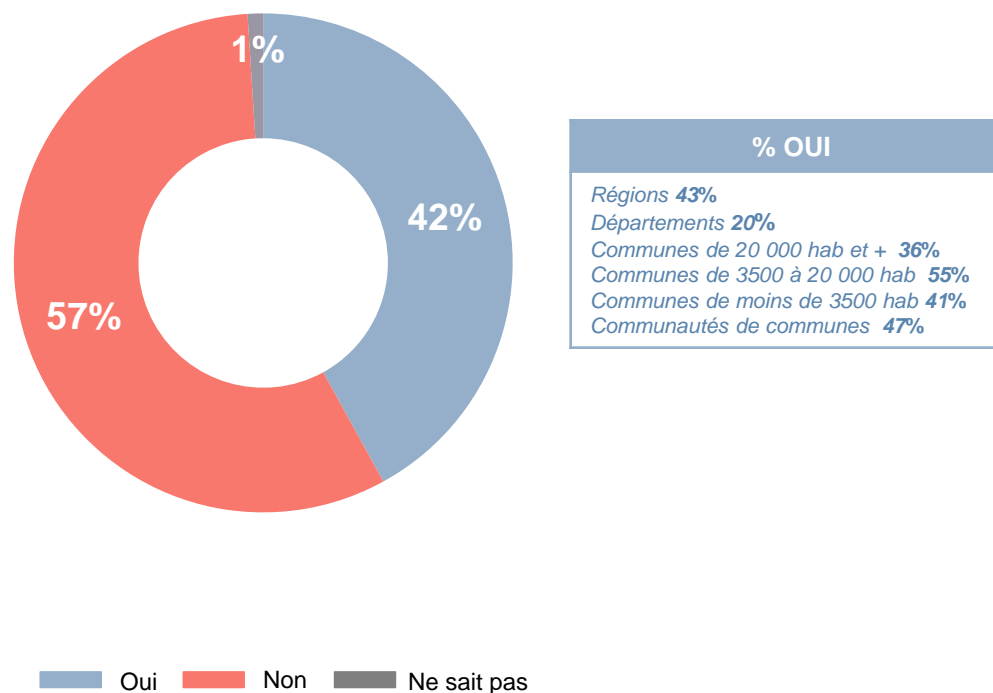
 Écart positif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

 Écart négatif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)



## LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) A ÉTÉ ACTIVÉ PAR 4 COLLECTIVITÉS SUR 10

Q56. Si vous avez mis en place le RIFSEEP, avez-vous activé le CIA (complément indemnitaire annuel) en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir ?  
Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible  
Nouvelle question 2018

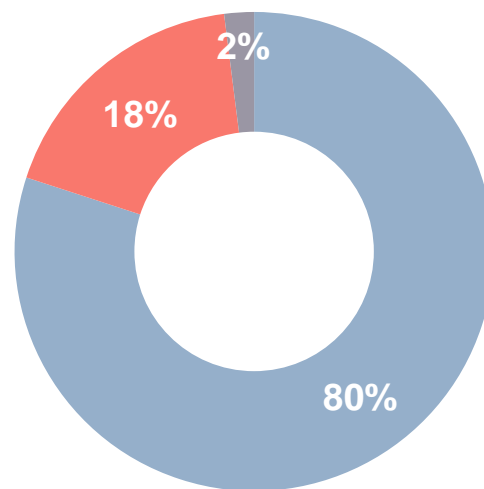


## LE CIA A FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN LORS DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ANNUEL POUR UNE MAJORITÉ DES COLLECTIVITÉS L'AYANT ACTIVÉ

**Q57. Le CIA (complément indemnitaire annuel) fait-il l'objet d'un examen lors de l'entretien professionnel annuel ?**

Base : aux collectivités qui ont activé le CIA en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir (n=336) – Une seule réponse possible

**Nouvelle question 2018**



% OUI	
Régions	51%
Départements	100%
Communes de 20 000 hab et +	66%
Communes de 3500 à 20 000 hab	82%
Communes de moins de 3500 hab	78%
Communautés de communes	89%

■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

3

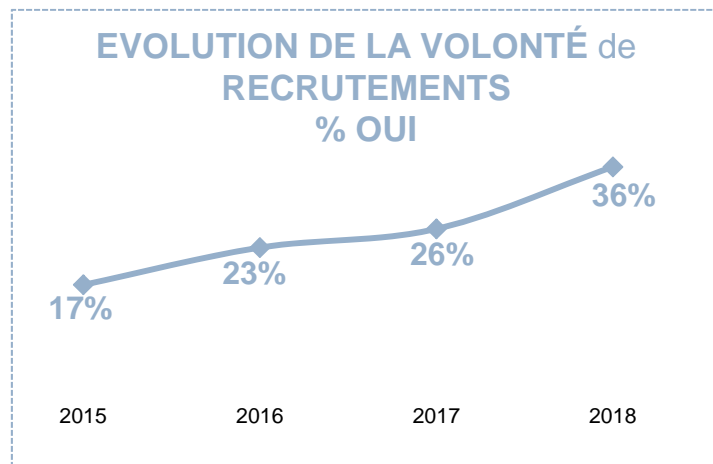
*LES PERSPECTIVES DE REMPLACEMENT  
ET DE RECRUTEMENT*

# DES PERSPECTIVES DE RECRUTEMENT À LA HAUSSE ET QUI CONCERNENT EN PARTICULIER LES RÉGIONS, DÉPARTEMENTS ET COMMUNES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS

**Q13. Envisagez-vous de recruter prochainement ?**  
 Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

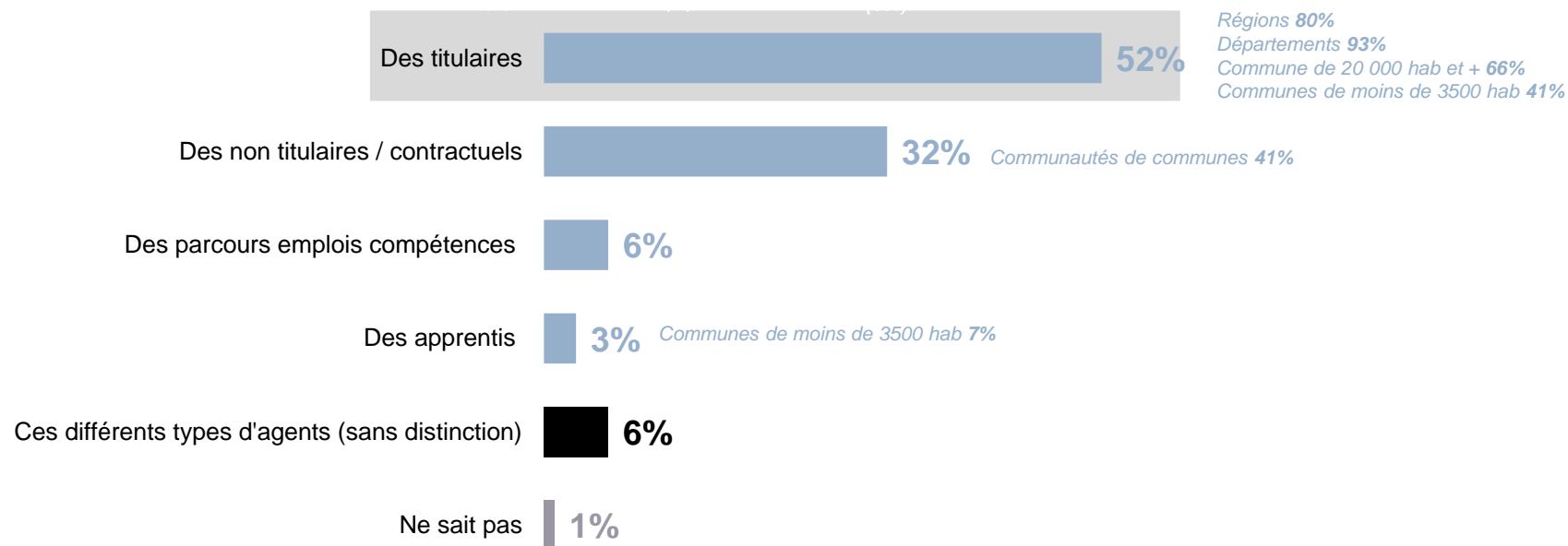
## VOLONTÉ de RECRUTEMENTS



## PLUS D'UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX ENVISAGE DE RECRUTER EN PRIORITÉ DES TITULAIRES NOTAMMENT DANS LES RÉGIONS, DÉPARTEMENTS ET COMMUNES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS

### Q14. Quel type d'agents comptez-vous recruter en priorité ?

Base : aux collectivités qui envisagent de recruter prochainement (n=287) – **Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible



## LE REMPLACEMENT DES DÉPARTS EST LA PRINCIPALE RAISON DES RECRUTEMENTS. A NOTER, LA CRÉATION DE POSTE EST EN BAISSSE CETTE ANNÉE ET PERD HUIT POINTS

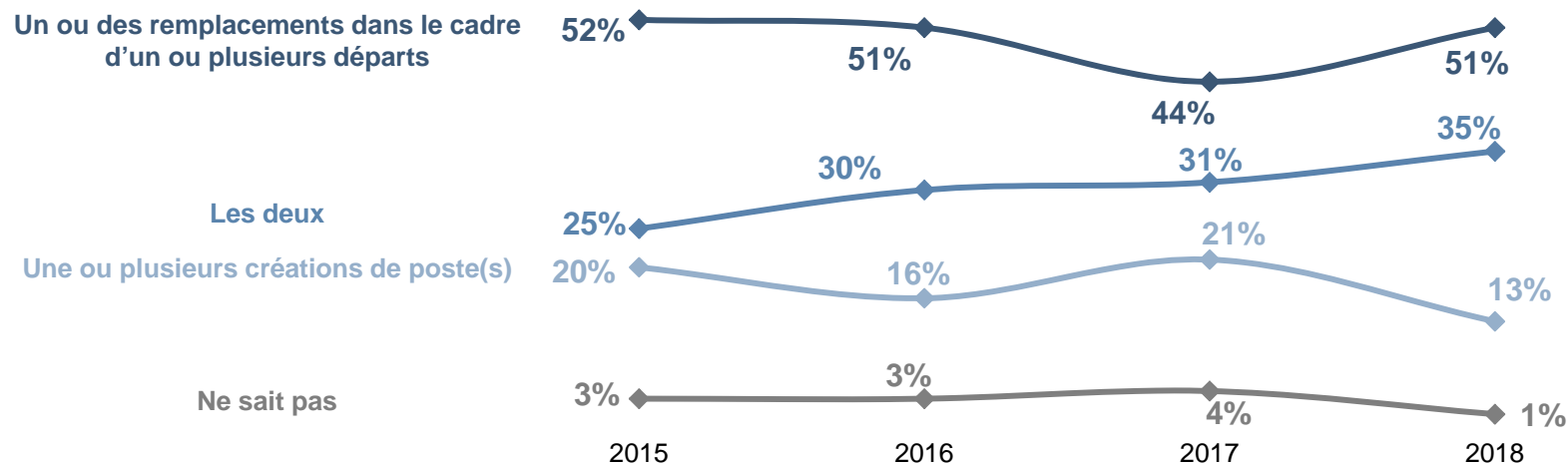
Q16. Ces recrutements seront-ils consécutifs à...?

Une seule réponse possible

Base : aux collectivités qui envisagent de recruter prochainement (n=287)

### RAISONS de RECRUTEMENTS

■ Ne sait pas    ■ Une ou plusieurs créations de poste(s)    ■ Les deux    ■ Un ou des remplacements dans le cadre d'un ou plusieurs départs

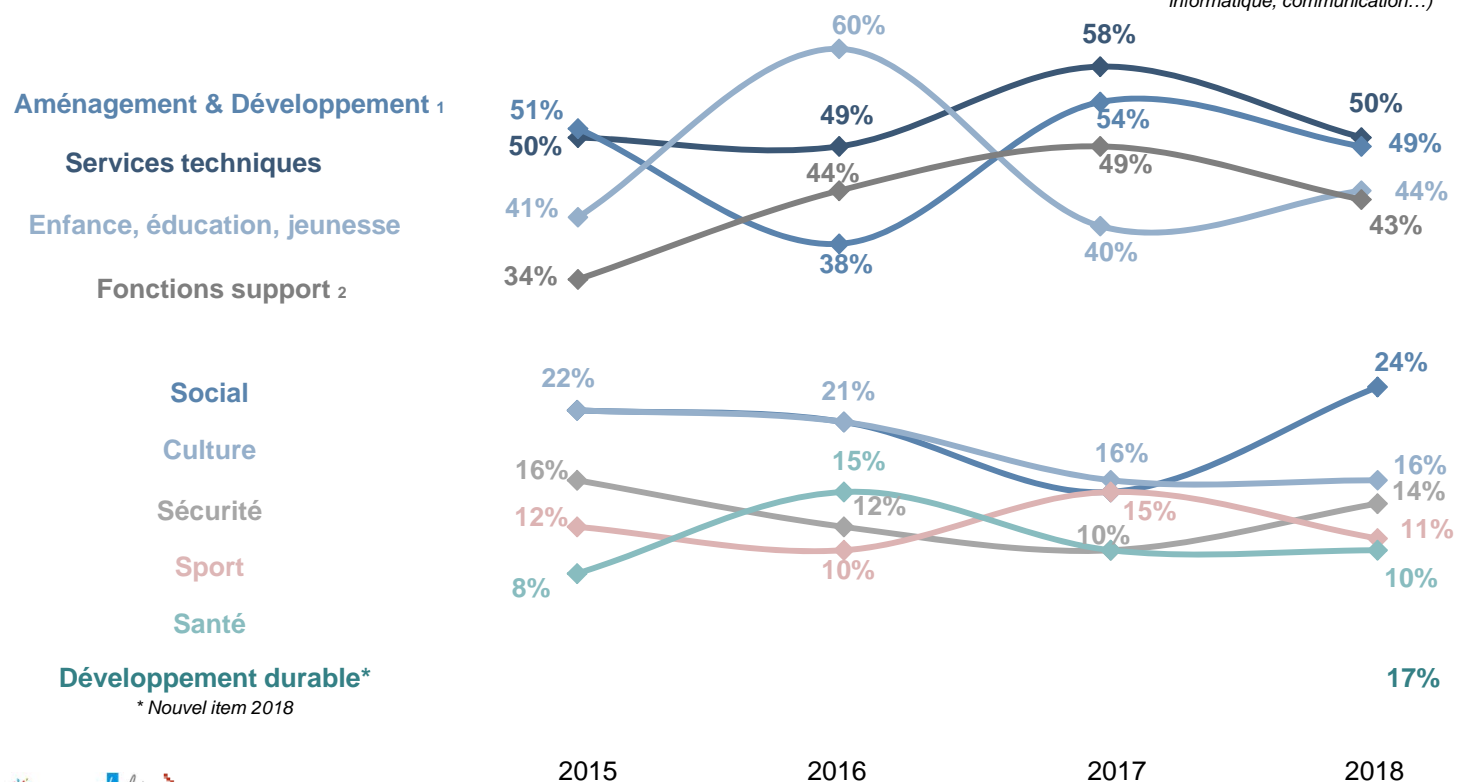




# REPRISE DES CRÉATIONS DE POSTE DANS LES SECTEURS DE L'ENFANCE, ÉDUCATION JEUNESSE ET DU SOCIAL EN 2018

**Q17. Dans quel(s) champ(s) de politiques publiques cette/ces création(s) de poste(s) va-t-elle/ vont-elles porter ?**  
Plusieurs réponses possibles / Base : collectivités pensant créer plusieurs postes en 2018 (n=137)

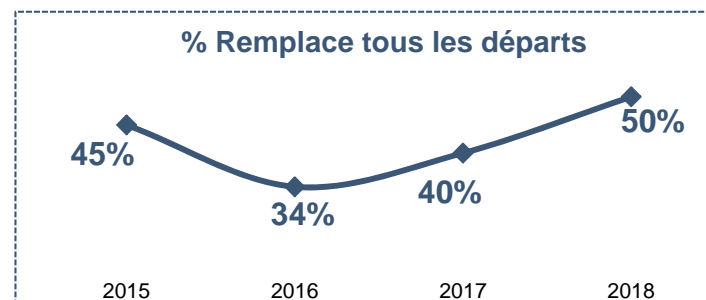
1 (politique de la ville, urbanisme, transports, environnement, action économique, emploi, Europe et international...)  
2 (direction, affaires juridiques, ressources humaines, finances, informatique, communication...)



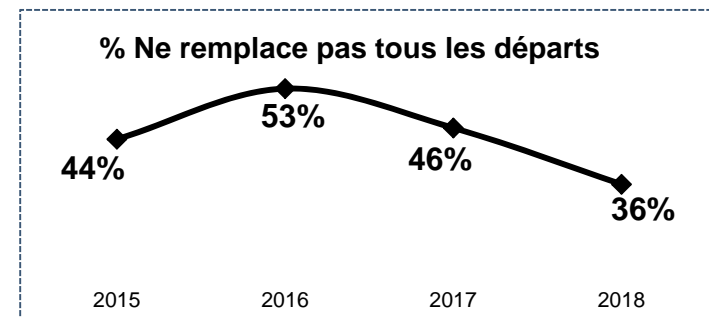
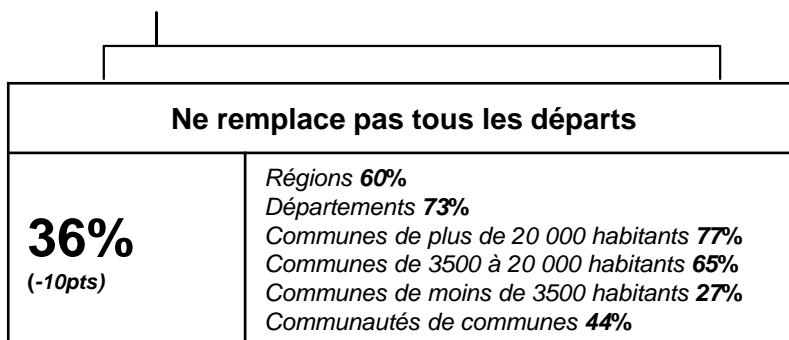
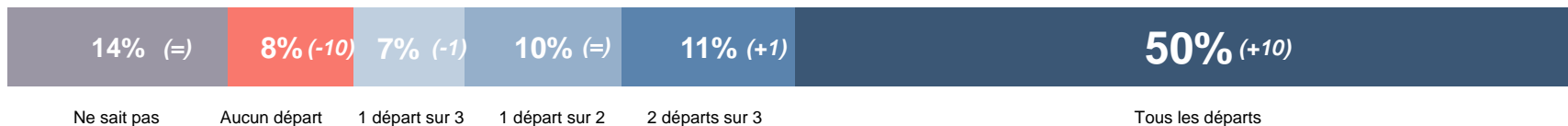
# UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX ENVISAGE DE REMPLACER TOUS LES DÉPARTS, UN RÉSULTAT EN NETTE PROGRESSION PAR RAPPORT À L'AN DERNIER

Q18. A l'avenir, pensez-vous remplacer...?

Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible



(+/-)  
Evolution  
par rapport  
à 2017



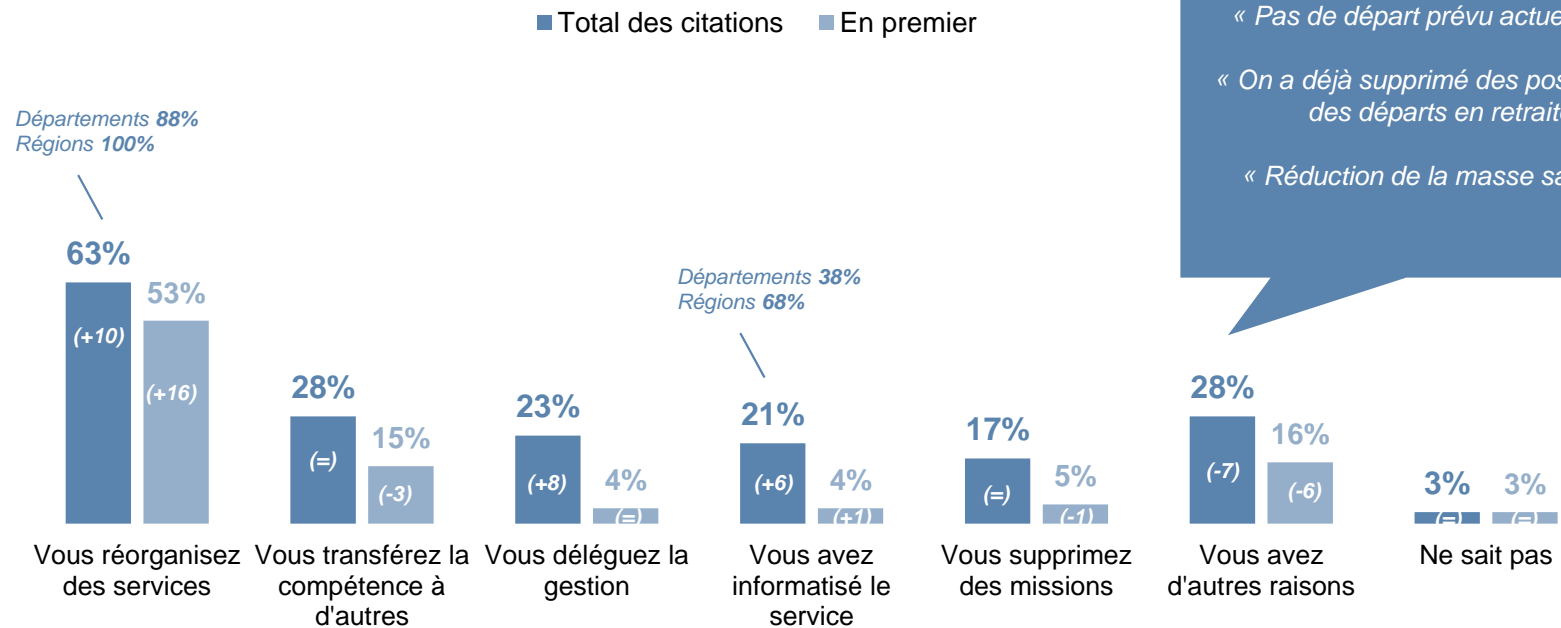
# LE NON REMPLACEMENT DE TOUS LES DÉPARTS EST PRINCIPALEMENT EXPLIQUÉ PAR LA RÉORGANISATION DE SERVICES

Q42. Pour quelles raisons ne pensez-vous pas remplacer tous les départs au sein de votre collectivité ou structure ?

Est-ce parce que...

Base : Aux collectivités qui ne pensent pas remplacer tous les départs (n=288) - Plusieurs réponses possibles

(+/-) Evolution par rapport à 2017

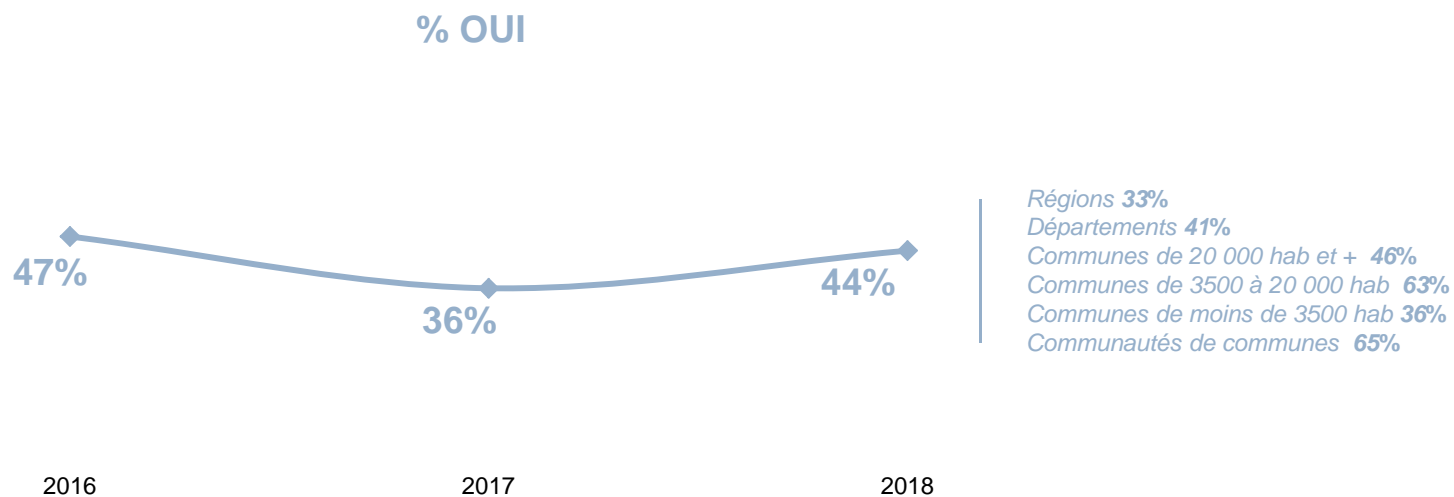


## EN 2018 PLUS DE QUATRE COLLECTIVITÉS SUR DIX ONT PASSÉ UNE CONVENTION AVEC PÔLE EMPLOI, UN SCORE EN HAUSSE PAR RAPPORT À 2017

Q21. Avez-vous passé une convention d'assurance chômage avec Pôle emploi pour l'indemnisation des agents contractuels ?

Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

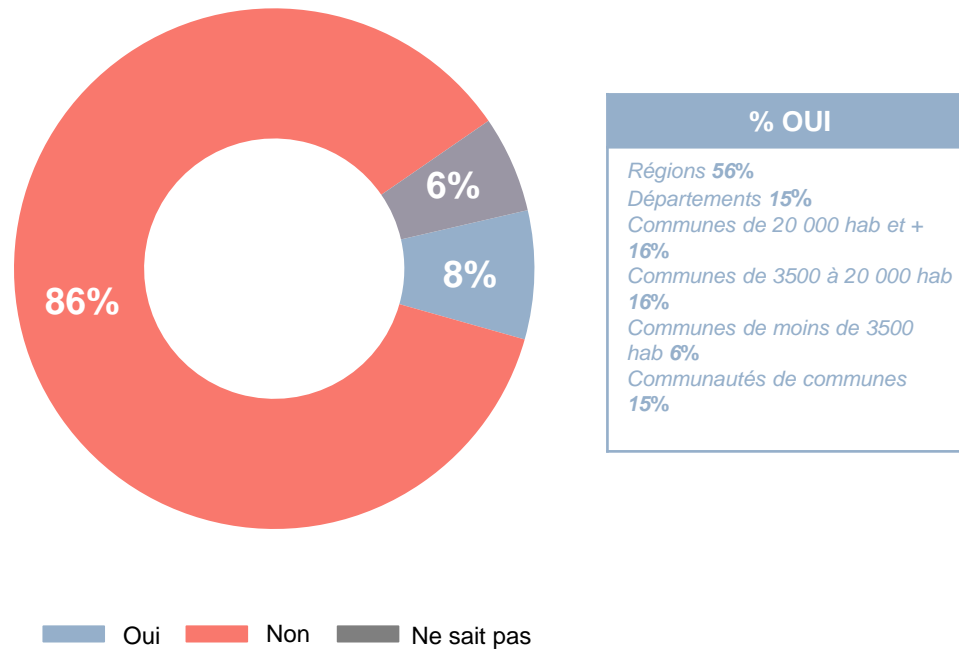


## PARMI LES COLLECTIVITÉS QUI NE L'ONT PAS ENCORE FAIT, LES RÉGIONS L'ENVISAGENT DAVANTAGE

### Q58. Envisagez-vous de le faire ?

Base : aux collectivités qui n'ont pas passé une convention d'assurance chômage avec Pôle emploi pour l'indemnisation des agents contractuels (n=426) - Une seule réponse possible

Nouvelle question 2018



4

*LA POLITIQUE DE FORMATION*

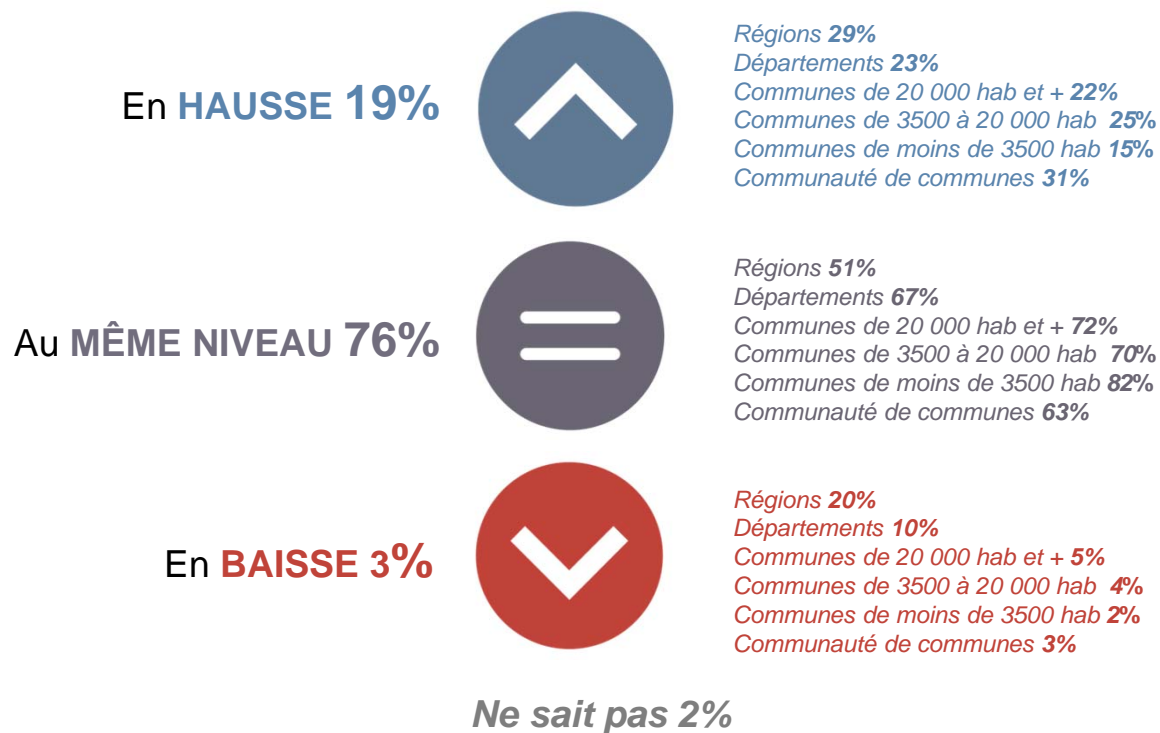


## PAR RAPPORT À L'AN DERNIER, LES DÉPENSES CONSACRÉES À LA FORMATION SONT STABLES POUR PRÈS DE 8 COLLECTIVITÉS SUR 10

Q59. Par rapport à l'année dernière, vos dépenses consacrées à la formation (hors salaires et frais de déplacement) sont-elles... ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 - Une seule réponse possible

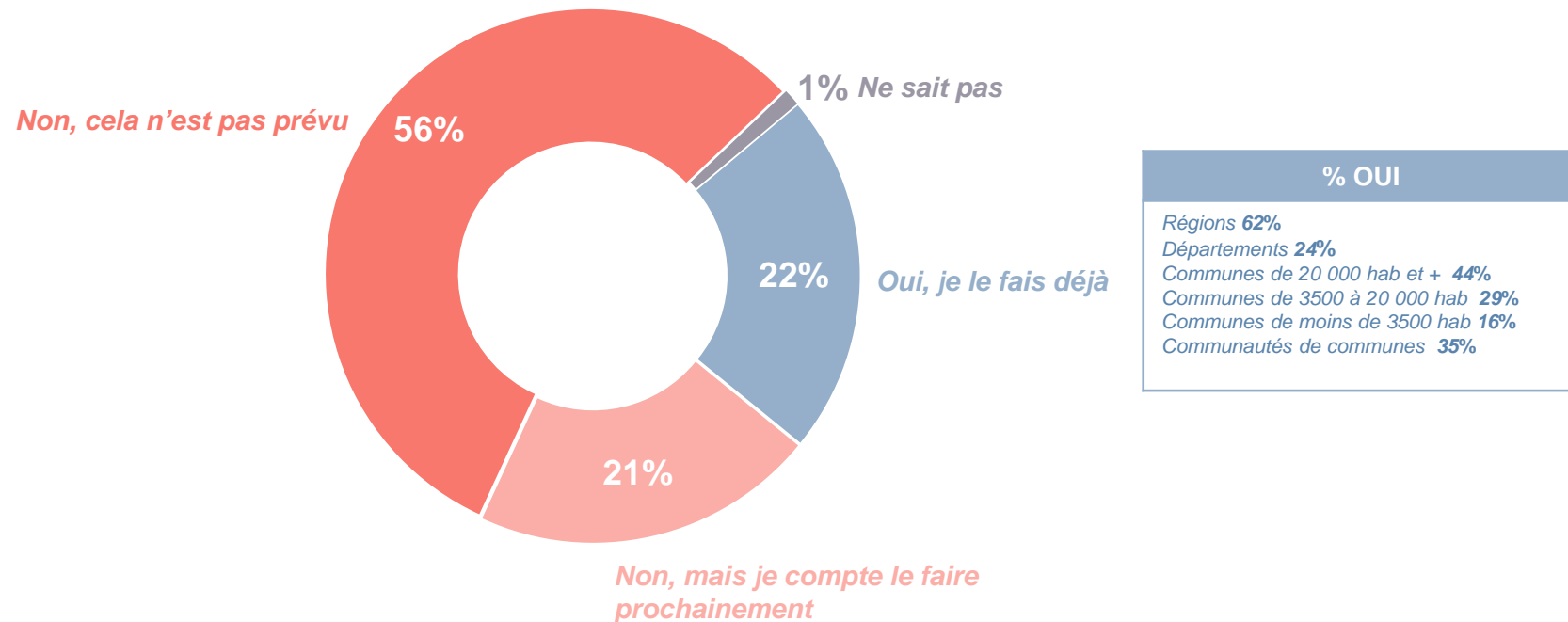


## A CE STADE , 2 COLLECTIVITÉS SUR 10 ONT AMÉNAGÉ LEUR RÈGLEMENT POUR AUTORISER LA FORMATION À DISTANCE SUR LE LIEU DE TRAVAIL ET DEUX COLLECTIVITÉS SUR DIX COMPTENT LE FAIRE PROCHAINEMENT

Q60. Comptez-vous aménager votre règlement formation pour autoriser la formation à distance sur le lieu de travail ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible

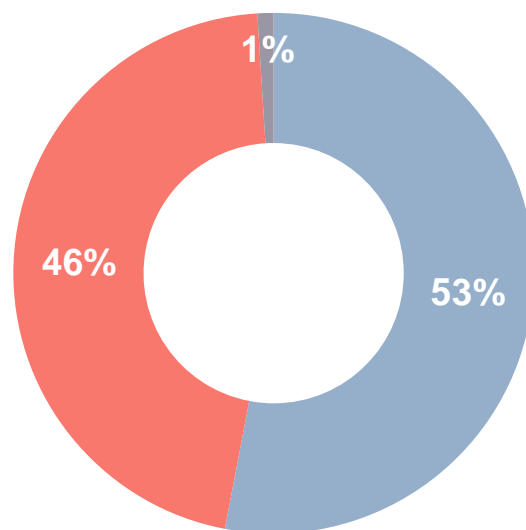


## PLUS DE LA MOITIÉ DES COLLECTIVITÉS ONT INFORMÉ LEURS AGENTS SUR LA MISE EN PLACE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF).

Q61. Avez-vous informé vos agents sur la mise en place du compte personnel de formation (CPF) ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 - Une seule réponse possible



■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

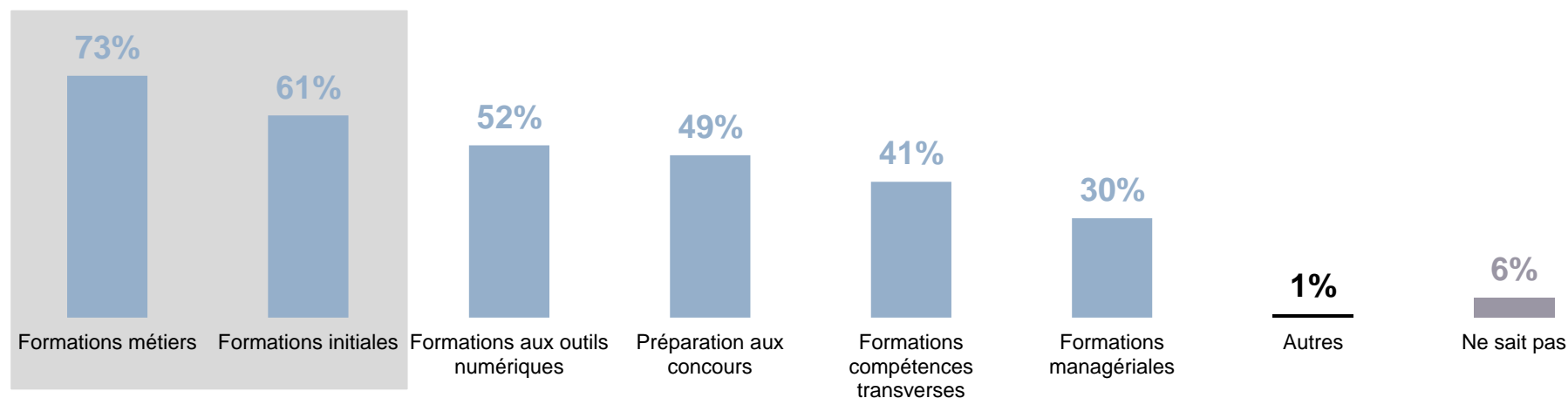
% OUI	
Régions	49%
Départements	82%
Communes de 20 000 hab et +	57%
Communes de 3500 à 20 000 hab	42%
Communes de moins de 3500 hab	54%
Communautés de communes	42%

## LES FORMATIONS MÉTIERS ET FORMATIONS INITIALES CONSTITUENT LES DEUX AXES PRIORITAIRES DES POLITIQUES DE FORMATION DES COLLECTIVITÉS

Q62. Quels sont les axes prioritaires de votre politique de formation ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 - Plusieurs réponses possibles



## LOGIQUEMENT, LES POLITIQUES DE FORMATION ÉVOLUENT EN FONCTION DES DIFFÉRENTS TYPES DE COLLECTIVITÉ

Q62. Quels sont les axes prioritaires de votre politique de formation ?

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 - Plusieurs réponses possibles

	Ensemble	Statut de la collectivité						
		Conseil Régional	Conseil Départemental	Commune de moins de 3500 hab	Commune de 3500 à 20 000 hab	Commune de 20 000 hab et plus	Communauté de communes	Communauté d'agglomération
Formations métiers	73%	100%	100%	64%	92%	93%	88%	100%
Formations initiales	61%	72%	80%	54%	80%	83%	72%	78%
Formations aux outils numériques	52%	90%	88%	50%	54%	69%	44%	59%
Préparation aux concours	49%	90%	64%	39%	68%	77%	70%	67%
Formations compétences transverses	41%	90%	81%	35%	48%	62%	49%	75%
Formations managériales	30%	100%	100%	11%	66%	90%	59%	82%
Autres (précisez)	1%	9%	3%	-	1%	1%	2%	6%
Ne sait pas	6%	-	-	8%	1%	-	1%	-

■ Écart positif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

■ Écart négatif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

5

*LA SANTÉ / SÉCURITÉ AU TRAVAIL  
ET LA PROTECTION SOCIALE*



# LES SITUATIONS D'INAPTITUDE ET LES DEMANDES DE RETRAITE POUR INVALIDITÉ AUGMENTENT À NOUVEAU CETTE ANNÉE

## SITUATIONS D'INAPTITUDE

Question 46.

**Constatez-vous une augmentation des situations d'inaptitude dans votre collectivité ou structure ?**

Base : Ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

**28%** <sup>(+4)</sup> constatent une augmentation des situations d'inaptitude dans leurs collectivités / structures

Régions **91%**  
Départements **79%**  
Communes de 20 000 hab et + **78%**  
Communes de 3 500 à 20 000 hab **53%**  
Communes de moins de 3 500 habitants **16%**  
Communauté de communes **44%**

## DEMANDES DE RETRAITES POUR INVALIDITÉ

Question 48.

**Constatez-vous une augmentation des demandes de retraite pour invalidité ?**

Base : Ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

**14%** <sup>(+7)</sup> constatent une augmentation des demandes de retraite pour invalidité

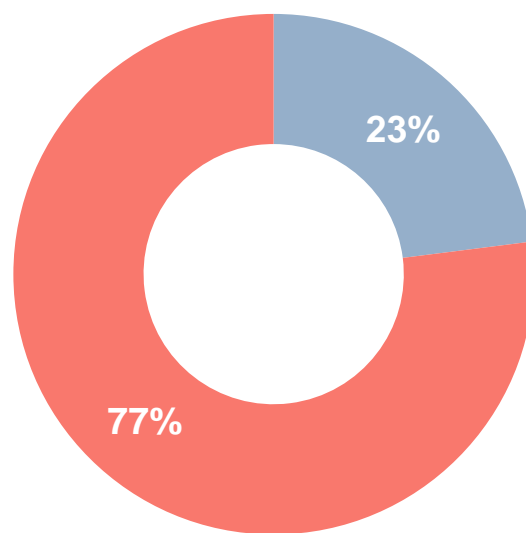
Régions **50%**  
Départements **60%**  
Communes de 20 000 hab et + **37%**  
Communes de 3 500 à 20 000 hab **30%**  
Communes de moins de 3 500 habitants **6%**  
Communauté de communes **20%**

## AU GLOBAL, PRÈS D'UN QUART DES COLLECTIVITÉS ONT DÉJÀ MIS EN PLACE DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT DES RECLASSEMENTS PROFESSIONNELS

Question 47B.

Avez-vous mis en place des dispositifs d'accompagnement des reclassements professionnels ?

Base : Ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 - Une seule réponse possible



Oui Non

### % OUI

Régions 90%

Départements 96%

Communes de 20 000 hab et + 84%

Communes de 3 500 à 20 000 hab 47%

Communes de moins de 3 500 habitants 10%

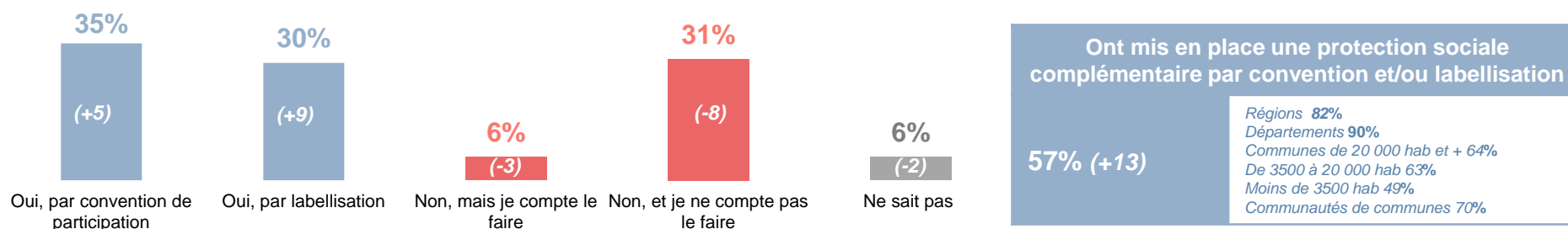
Communauté de communes 33%

## LA MISE EN PLACE D'UNE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EST DE PLUS EN PLUS COURANTE. CELLE-CI PORTE À LA FOIS SUR LA PRÉVOYANCE ET LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

### Q28. Avez-vous mis en place une protection sociale complémentaire ?

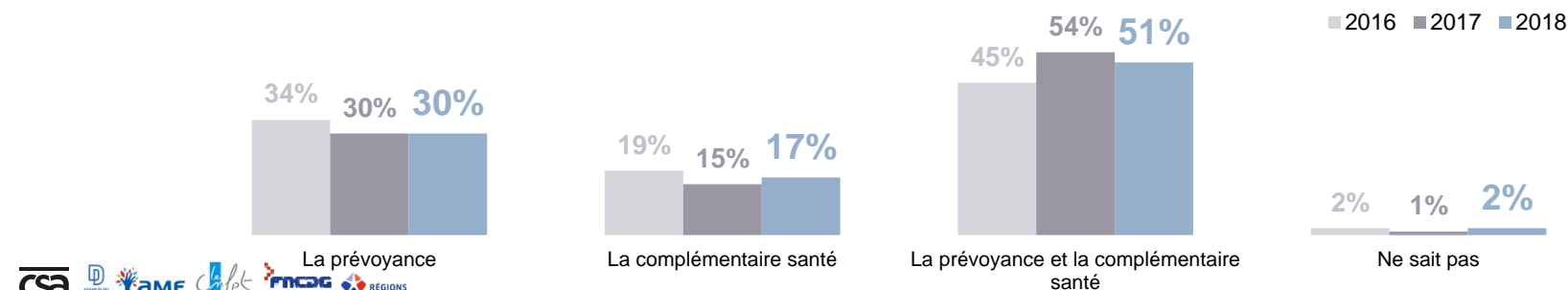
Base : ensemble (n=806) – Plusieurs réponses possibles (par convention de participation et/ou labellisation)

(+/-) Evolution par rapport à 2017



### Q30. Cette protection sociale complémentaire porte sur...?

Base : aux collectivités qui ont mis en place une protection sociale complémentaire (n=460) – Une seule réponse possible



6

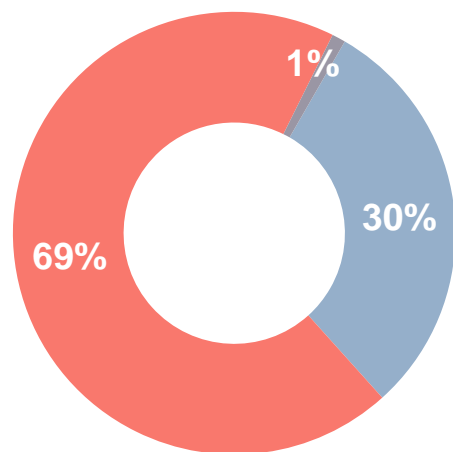
*LES QUESTIONS D'ACTUALITÉ*

## PRÈS D'UN TIERS DES COLLECTIVITÉS ONT UN DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (DPD). IL S'AGIT AUTANT D'UN AGENT INTERNE QUE D'UN AGENT EXTERNE À LA COLLECTIVITÉ

**Q63. Avez-vous un délégué à la protection des données (DPD) ?**

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



Oui Non Ne sait pas

% OUI
Régions 77%
Départements 86%
Communes de 20 000 hab et + 58%
Communes de 3500 à 20 000 hab 34%
Communes de moins de 3500 hab 19%
Communautés de communes 45%

**Q64. Votre délégué à la protection des données (DPD) est-il... ?**

Base : aux collectivités qui ont un DPD (n=242)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible

Un agent interne à la collectivité : **53%**

Régions 100%  
 Départements 100%  
 Communes de 20 000 hab et + 69%  
 Communes de 3500 à 20 000 hab 56%  
 Communes de moins de 3500 hab 34%  
 Communautés de communes 45%

Un agent externe à la collectivité : **47%**

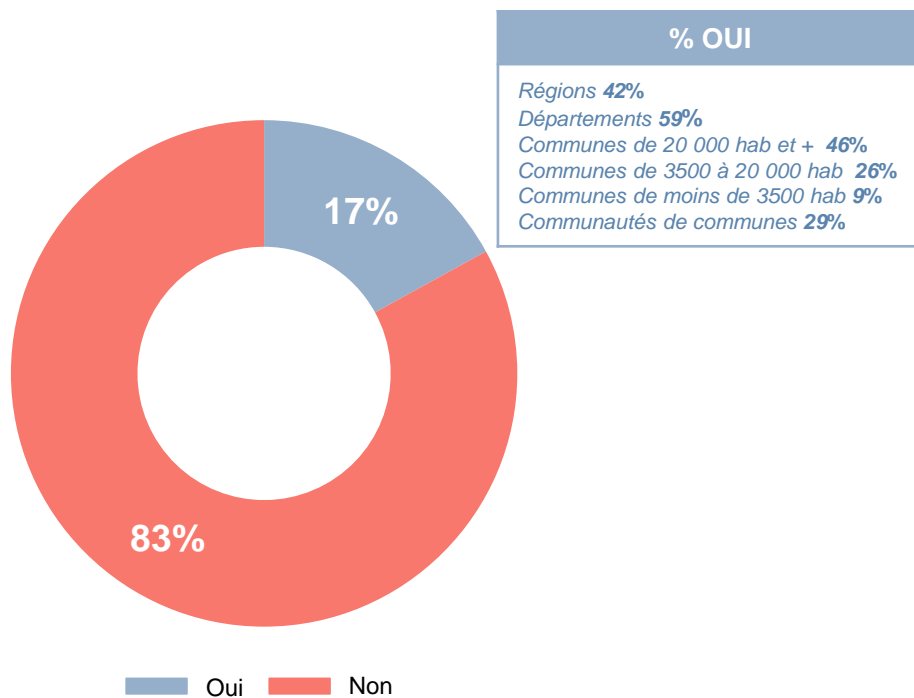
Communes de 20 000 hab et + 31%  
 Communes de 3500 à 20 000 hab 42%  
 Communes de moins de 3500 hab 66%  
 Communautés de communes 55%

# PRÈS DE 2 COLLECTIVITÉS SUR 10 ONT UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE. POUR LA MAJORITÉ IL S'AGIT D'UN SERVICE ASSURÉ PAR LE CENTRE DE GESTION.

**Q65. Avez-vous un référent déontologue ?**

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



**Q66. Votre référent déontologue est-il... ?**

Base : aux collectivités qui ont un référent déontologue (n=136)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible

Un service assuré par le centre de gestion : **71%**

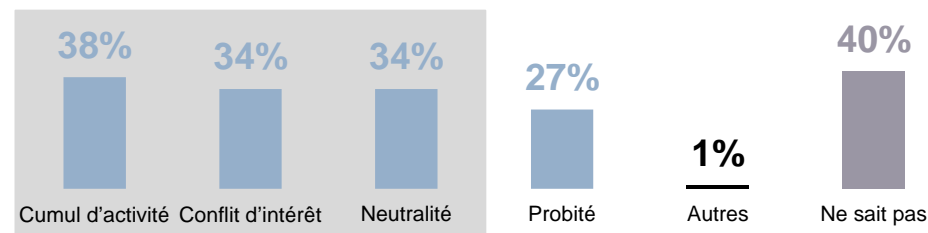
Un agent interne à la collectivité : **24%**

Un agent externe à la collectivité : **5%**

**Q67. Quelles sont les thématiques traitées en priorité par votre référent déontologue ?**

Base : aux collectivités qui ont un référent déontologue (n=136)

Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles

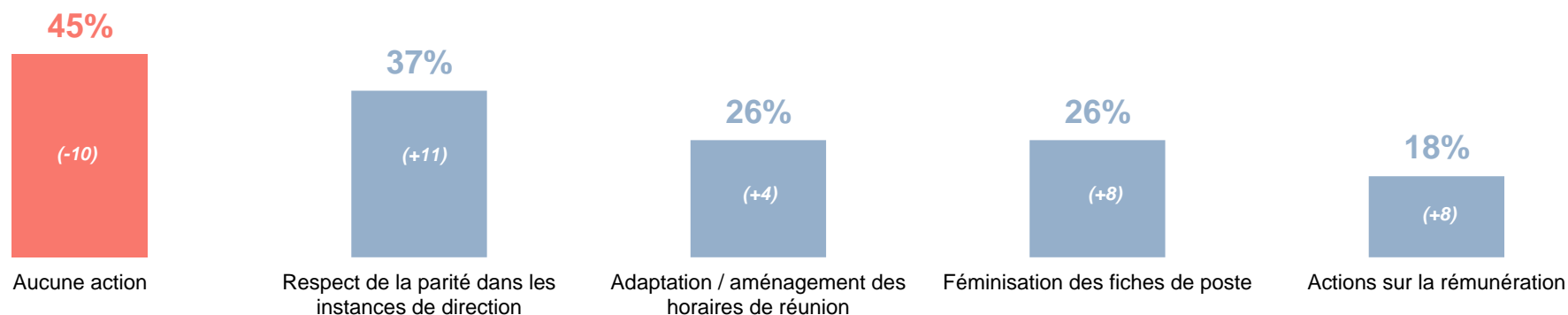
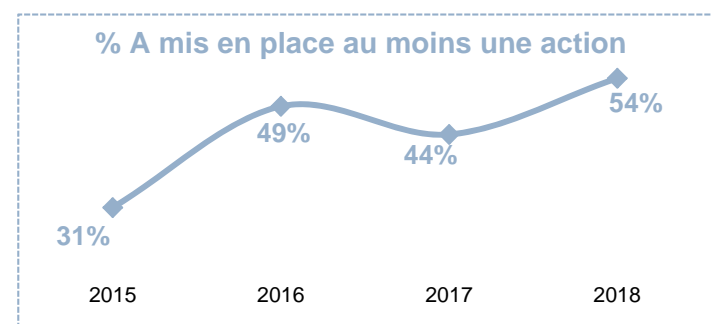
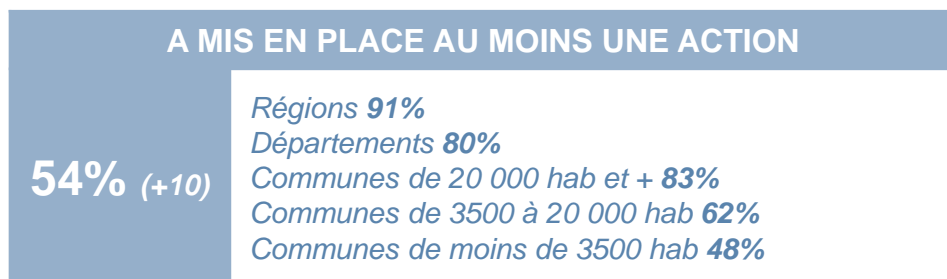


## DES ACTIONS POUR L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES EN FORTE PROGRESSION CETTE ANNÉE ET QUI TOUCHE TOUS LES DOMAINES

Q32. Quelles actions avez-vous mises en place pour favoriser l'égalité hommes / femmes ?

Base : ensemble (n=806) - Plusieurs réponses possibles

(+/-) Evolution par rapport à 2017



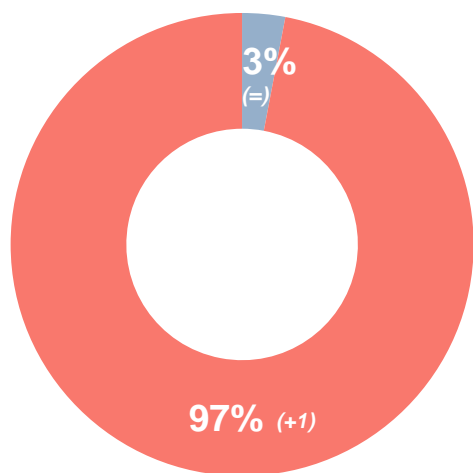
# LES RÉGIONS ET COMMUNES DE 20 000 HABITANTS ET PLUS DAVANTAGE CONFRONTÉES À DES DIFFICULTÉS POUR FAIRE RESPECTER LES RÈGLES DE LAÏCITÉ

Q50. Rencontrez-vous avec certains agents des difficultés pour qu'ils respectent les règles de laïcité dans l'exercice de leur fonction?

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

## RESPECT DES RÈGLES DE LAÏCITÉ

(+/-) Evolution par rapport à 2017



Oui Non

### % OUI

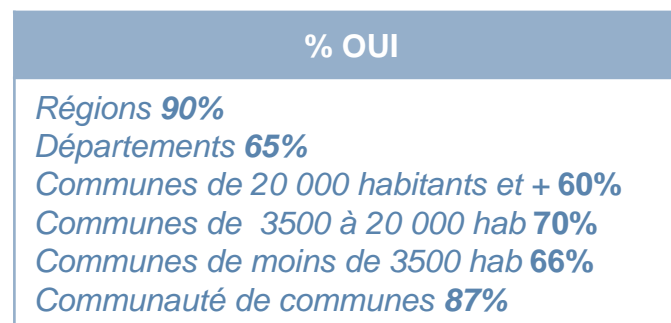
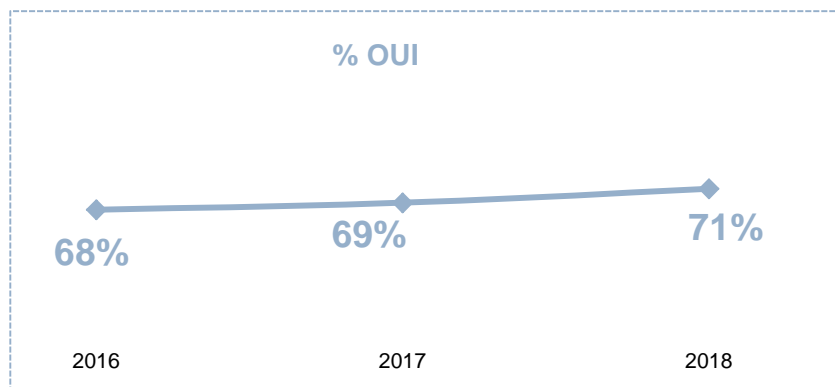
Régions **31%**  
Départements **8%**  
Communes de 20 000 habitants et + **20%**  
Communes de 3500 à 20 000 hab **6%**  
Communes de moins de 3500 hab **1%**  
Communautés de communes **2%**



## PLUS DES DEUX TIERS DES COLLECTIVITÉS DÉCLARENT TRAVAILLER SUR LA BASE DE 1607 HEURES EFFECTIVES

Q34. Les agents de votre collectivité ou structure travaillent-ils sur la base de 1 607 heures effectives (durée légale du travail à temps complet) sur une année ?

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible



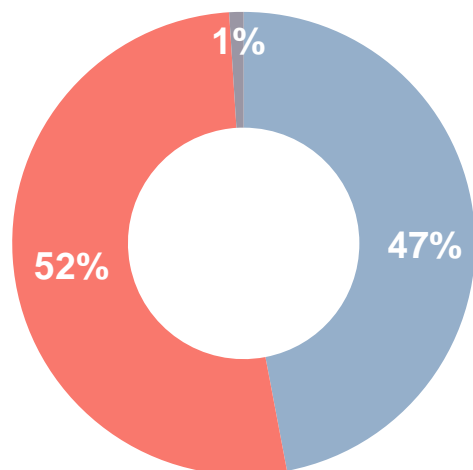
■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

## PRÈS DE LA MOITIÉ DES COLLECTIVITÉS A DÉJÀ ENGAGÉ UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉORGANISATION DES MODALITÉS DE TRAVAIL

Q68. Avez-vous engagé une politique d'aménagement ou de réorganisation des modalités de travail (cycles, annualisation du temps de travail...)?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



Oui Non Ne sait pas

### % OUI

Régions **100%**

Départements **49%**

Communes de 20 000 habitants et + **71%**

Communes de 3500 à 20 000 hab **68%**

Communes de moins de 3500 hab **38%**

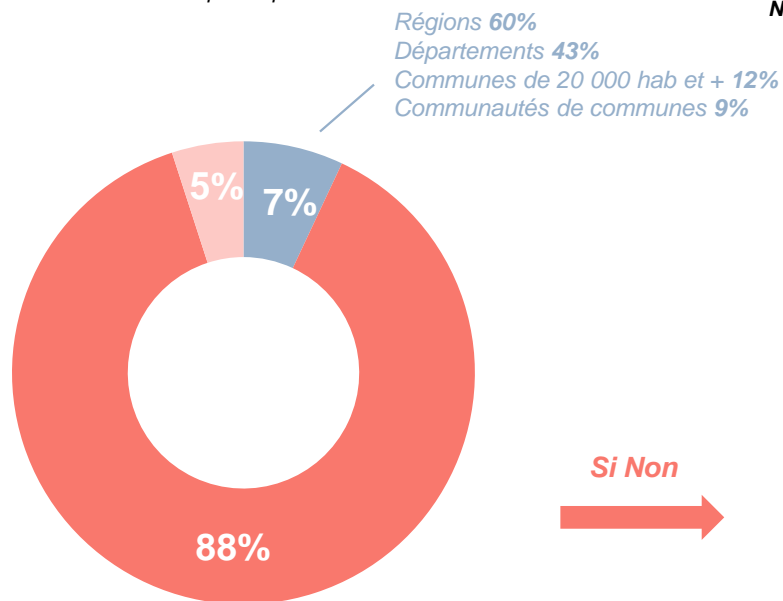
Communauté de communes **67%**

## TROIS QUARTS DES COLLECTIVITÉS NE COMPTENT PAS FORMALISER UN ACCORD POUR PERMETTRE AUX AGENTS DE FAIRE DU TÉLÉTRAVAIL, NOTAMMENT LES PETITES COLLECTIVITÉS

**Q69. Avez-vous formalisé un accord pour permettre aux agents de faire du télétravail ?**

Base : ensemble (n=806)

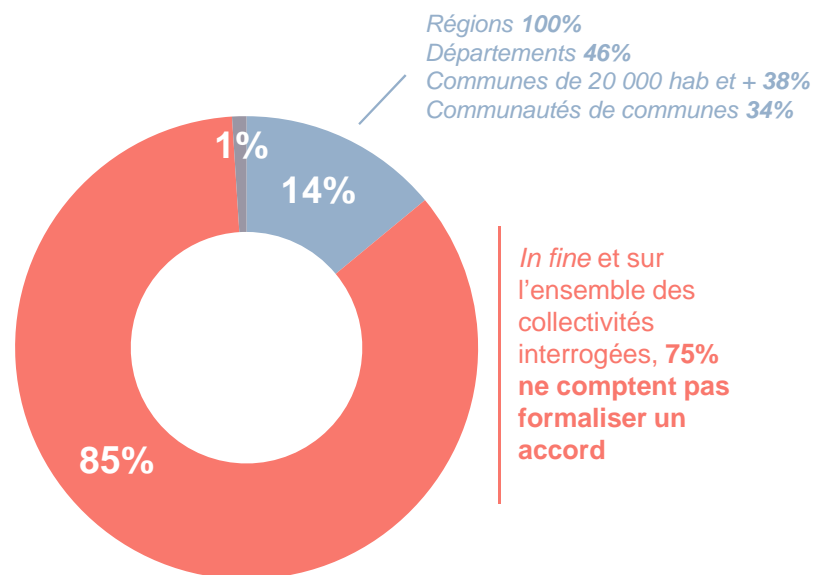
Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



**Q70. Comptez-vous le faire ?**

Base : à ceux qui n'ont pas formalisé un accord permettant aux agents de faire du télétravail (n=709)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



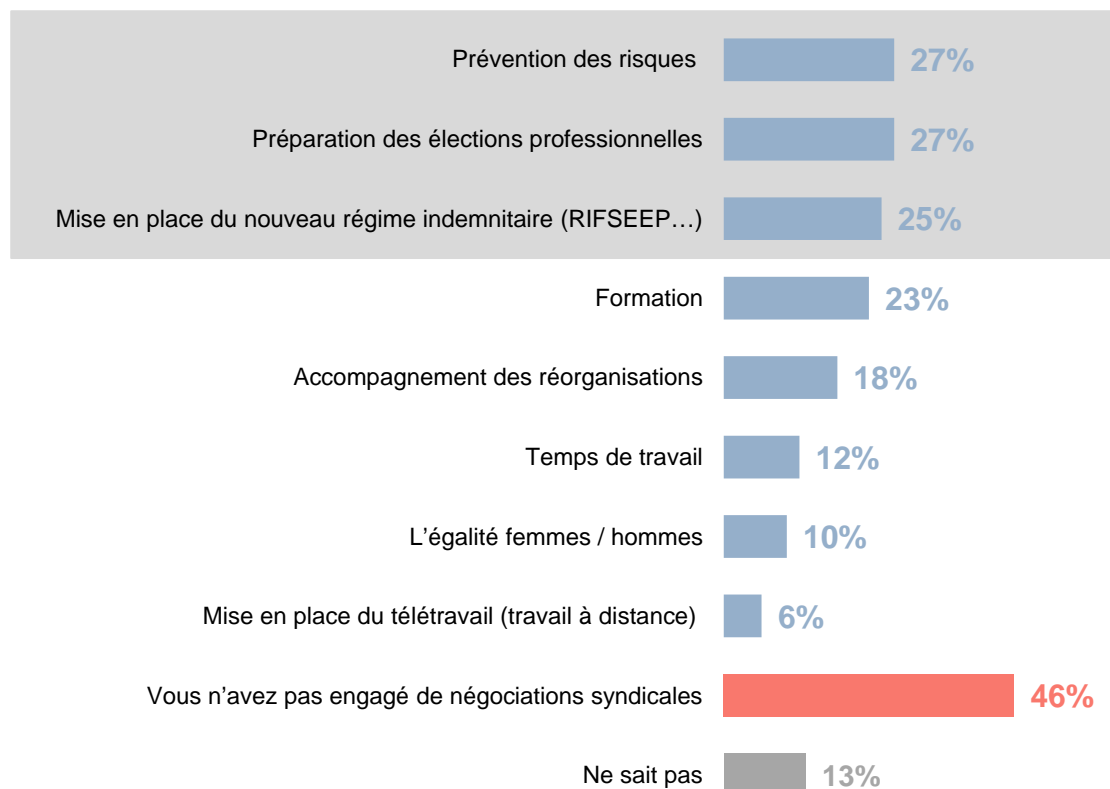
■ Oui ■ Non ■ Vous êtes actuellement en phase d'expérimentation

■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

## LES NÉGOCIATIONS SYNDICALES ENGAGÉES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018 SONT MULTIPLES MAIS PORTENT D'ABORD SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES, LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES ET LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRES

Q71. Sur quel(s) thème(s) avez-vous engagé des négociations syndicales depuis le 1er janvier 2018 ?

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles



Total « A engagé des négociations sur au moins un des thèmes » : **41%**

## DES THÈMES QUI VARIENT SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ

**Q71. Sur quel(s) thème(s) avez-vous engagé des négociations syndicales depuis le 1er janvier 2018 ?**

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles

	Ensemble	Statut de la collectivité						
		Conseil Régional	Conseil Départemental	Commune de moins de 3500 hab	Commune de 3500 à 20 000 hab	Commune de 20 000 hab et plus	Communauté de communes	Communauté d'agglomération
Prévention des risques	27%	59%	86%	15%	52%	82%	38%	89%
Préparation des élections professionnelles	27%	100%	94%	6%	63%	95%	60%	100%
Mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP...)	25%	56%	58%	15%	42%	58%	37%	56%
Formation	23%	80%	69%	14%	37%	46%	32%	65%
Accompagnement des réorganisations	18%	79%	60%	5%	43%	68%	36%	81%
Temps de travail	12%	47%	30%	5%	25%	44%	24%	48%
L'égalité femmes / hommes	10%	29%	32%	6%	8%	22%	15%	13%
Mise en place du télétravail (travail à distance)	6%	59%	38%	2%	-	16%	10%	11%
Vous n'avez pas engagé de négociations syndicales	46%	-	-	59%	17%	1%	28%	-
Autres (précisez ...)	-	-	-	-	-	-	-	-
Ne sait pas	13%	-	-	17%	5%	-	5%	-

■ Écart positif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

■ Écart négatif significatif par rapport à l'ensemble (probabilité à 95%)

7

*AUTRES SUJETS*

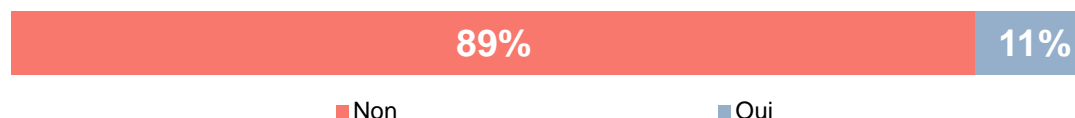
## AUTRES SUJETS NON ABORDÉS



Question 39.

**Auriez-vous souhaité voir abordés d'autres thèmes RH dans ce questionnaire ?**

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible



### DÉTAIL DES THÈMES SOUHAITÉS

Question 40.

**Lesquels ?**

Base : collectivités souhaitant que d'autres thèmes RH soient abordés dans le questionnaire (n=86) – Question ouverte

QUALITE DE VIE AU TRAVAIL	ABSENTÉISME	DIFFICULTE DE RECRUTEMENT
<p>« Sur les conditions de travail / les risques psycho sociaux (RPS) »</p> <p>« Le bien-être et les risques psycho-sociaux au travail »</p> <p>« La prise en compte de la pénibilité et l'accompagnement des seniors pour prendre soin d'eux jusqu'à leur fin de carrière »</p>	<p>« L'absentéisme concernant les jours de carence »</p> <p>« Sur le coté absentéisme pour les congés maladie et longue maladie »</p>	<p>« Nous avons beaucoup de difficultés pour trouver des agents pour les remplacements et les créations de poste, il y a très peu de candidature »</p> <p>« On a survolé le recrutement des contractuels. Il y a une rigidité du statut, le concours bloque les embauches . Cela devrait être plus souple, le recrutement des contractuels dans les 3 catégories A B et C mérite d'être abordé »</p>



CSA Research – Pôle SOCIETY

Quentin LLEWELLYN – *Directeur de Clientèle* - [quentin.llewellyn@csa.eu](mailto:quentin.llewellyn@csa.eu)  
Pauline GOUVERNEUR – *Chargée d'études* – [pauline.gouverneur@csa.eu](mailto:pauline.gouverneur@csa.eu)

